EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	60 fr.	90 fr.
	6 mois..	35 »	50 »
	3 mois..	25 »	30 »
France et Colonies	Un an..	75 -	120 -
	6 mois..	45 -	70 -
	3 mois..	30 -	40 -
Étranger	Un an..	120 »	180 »
	6 mois..	70 »	100 »
	3 mois..	40 »	60 »

Changement d'adresse : 2 francs

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1^o Une première partie ou *édition partielle* : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...
- 2^o Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire* (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux de M. le Trésorier général du Protectorat, n° 100-00, à Rabat.

PRIX DU NUMÉRO :

Édition partielle.....	1 fr. 50
Édition complète.....	2 fr. 50

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	3 francs		

(Arrêté résidentiel du 28 juin 1930)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'Agence Havas, Avenue Dar el Makhzen, 3, Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

Un numéro hors série portant le n° 1405 bis a été publié le 3 octobre 1939 et a pris place dans la collection avant le présent fascicule.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Dahir du 30 septembre 1939 (15 chaabane 1358) portant modification au dahir du 31 août 1939 (15 rejev 1358) relatif à la dispense des formalités de prêt en ce qui concerne les réservistes appelés sous les drapeaux	1558
Arrêté viziriel du 8 septembre 1939 (23 rejev 1358) fixant le régime des indemnités applicable à certains fonctionnaires municipaux pour l'utilisation, dans l'intérêt du service, de leur voiture automobile personnelle	1558
Arrêté viziriel du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) modifiant l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) relatif à l'organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités	1559

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Dahir du 2 septembre 1939 (17 rejev 1358) autorisant un échange immobilier (Mazagan)	1559
Dahir du 15 septembre 1939 (30 rejev 1358) autorisant la vente de parcelles de terrain domaniale (Fès)	1559
Dahir du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) autorisant la vente de douze parcelles de terrain domaniale au profit d'un particulier (Fès)	1560
Dahir du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) autorisant la vente d'une parcelle de terrain domaniale (Taza)	1560

Arrêté viziriel du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation	1561
Arrêté viziriel du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) autorisant l'acceptation de la donation de deux parcelles de terrain (région de Marrakech), et classant lesdites parcelles au domaine public	1561
Arrêté viziriel du 18 septembre 1939 (3 chaabane 1358) portant déclassement d'une parcelle de terrain du domaine public de la ville de Mogador, et autorisant la vente de gré à gré de cette parcelle à l'administration des Habous	1561
Arrêté du directeur général des services économiques relatif aux conditions d'écoulement des vins de la récolte 1938	1562
Arrêté du vizir de la justice instituant un concours pour six emplois dans les juridictions du Chrâa	1562
Séquestres de guerre au Maroc	1562
Erratum au « Bulletin officiel » n° 1402 bis, du 10 septembre 1939, pages 1413 et 1420	1563
Erratum au « Bulletin officiel » n° 1402 ter, page 1431, 1 ^{re} colonne, art. 7, 2 ^e alinéa	1563

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel dans les administrations du Protectorat	1563
Rappel de services militaires	1564

PARTIE NON OFFICIELLE

Relevé des produits originaires et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 27 mai 1939 pendant la 1 ^{re} décennie du mois de septembre 1939	1565
Renseignements statistiques hebdomadaires des chemins de fer	1568
Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	1568

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

DAHIR DU 30 SEPTEMBRE 1939 (15 chaabane 1358)
portant modification au dahir du 31 août 1939 (15 rejeb 1358)
relatif à la dispense des formalités de protêt en ce qui
concerne les réservistes appelés sous les drapeaux.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en
élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1^{er} et 2 du dahir du
31 août 1939 (15 rejeb 1358) relatifs à la dispense des forma-
lités des protêts en ce qui concerne les réservistes appelés
sous les drapeaux, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Article premier.* — Les délais dans lesquels doivent
« être faits les protêts et les autres actes destinés à conserver
« les recours pour toute valeur négociable échue depuis le
« 20 août 1939 ou venant à échéance au plus tard le 3 décem-
« bre 1939, sont prorogés jusqu'à une date qui sera fixée
« ultérieurement, lorsqu'au jour de l'échéance le tiré ou
« le souscripteur, présent sous les drapeaux, appartient à
« une formation des armées de terre, de mer ou de l'air. »

« *Article 2.* — La même prorogation est accordée, quelle
« que soit la situation militaire du débiteur, pour dresser
« protêt et conserver les recours, au porteur d'une valeur
« négociable échue depuis le 20 août 1939 ou venant à
« échéance au plus tard le 3 décembre 1939, lorsque le jour
« de l'échéance le porteur se trouve présent sous les dra-
« peaux et appartient à une formation des armées de terre,
« de mer ou de l'air. »

Fait à Rabat, le 5 chaabane 1358,
(30 septembre 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 septembre 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 SEPTEMBRE 1939

(23 rejeb 1358)

fixant le régime des indemnités applicable à certains fonc-
tionnaires municipaux pour l'utilisation, dans l'intérêt du
service, de leur voiture automobile personnelle.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 joumada II 1335) sur
l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié
ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 4 janvier 1919 (3 rebia II 1337)
sur la comptabilité municipale, et les arrêtés viziriels qui
l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 16 juillet 1927 (16 moharrem
1346) allouant aux chefs des services municipaux, aux
ingénieurs municipaux, aux médecins directeurs et aux
médecins adjoints des bureaux municipaux d'hygiène, ainsi
qu'aux régisseurs municipaux une indemnité pour l'utilisa-
tion pour les besoins du service de leur voiture automobile
personnelle ;

Vu l'arrêté résidentiel du 20 juin 1936 portant création
d'une direction des affaires politiques, et les arrêtés rési-
dentiels qui l'ont modifié ;

Vu l'arrêté résidentiel du 31 août 1936 formant règle-
ment pour l'application du décret du 6 août 1936 sur la
réorganisation de l'administration supérieure du Protec-
torat ;

Vu les dahirs du 31 décembre 1936 (16 chaoual 1355)
fixant un statut administratif spécial pour le pachalik de
Rabat et pour la zone de banlieue contiguë au périmètre
municipal de Casablanca ;

Sur la proposition du délégué à la Résidence générale,
secrétaire général du Protectorat, et après avis du direc-
teur général des finances et du directeur des affaires poli-
tiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les chefs des services muni-
cipaux, les ingénieurs municipaux, les médecins directeurs
des bureaux municipaux d'hygiène, les médecins adjoints
aux médecins directeurs des bureaux municipaux d'hy-
giène et les régisseurs municipaux pourront recevoir une
indemnité forfaitaire mensuelle pour l'utilisation, dans
l'intérêt du service, de leur voiture automobile person-
nelle, à l'intérieur des villes municipales et des banlieues
dotées d'un statut administratif spécial.

ART. 2. — Le montant mensuel de cette indemnité
sera fixé suivant les fonctions occupées et les municipalités
intéressées, et ne pourra dépasser sept cents francs.

ART. 3. — Une voiture automobile achetée et entre-
tenue par la ville pourra être mise à la disposition des chefs
des services municipaux des villes de Casablanca, Fès, Mar-
rakech, Meknès, Oujda et Rabat. Ces fonctionnaires ne
pourront, dans ce cas, prétendre à l'indemnité prévue à
l'article 2.

Toutefois, lesdits fonctionnaires pourront obtenir du
directeur des affaires politiques, après avis du directeur
général des finances, l'autorisation d'utiliser leur voiture
personnelle pour les besoins du service. Le montant maxi-
mum de l'indemnité sera alors porté à neuf cents francs.

ART. 4. — Un chauffeur indigène, habillé par la ville
et rétribué sur le budget municipal jusqu'à concurrence
de 600 francs par mois, sera mis à la disposition des chefs
des services municipaux, des villes visées à l'article 3, quel
que soit le régime adopté par eux.

ART. 5. — Les indemnités seront révisables chaque
année. Elles seront allouées par décision du délégué à la
Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, sur
la proposition du directeur des affaires politiques et après
avis d'une commission comprenant :

Le directeur des affaires politiques, ou son délégué,
président ;

Le chef du service du contrôle des municipalités, ou son délégué ;

Le chef du service du contrôle financier et de la comptabilité, ou son délégué ;

Un représentant de la direction générale des travaux publics ;

Un représentant de la direction de la santé et de l'hygiène publiques.

Un agent du service du contrôle des municipalités remplira les fonctions de secrétaire.

La commission se réunira à la diligence du directeur des affaires politiques une fois par an, au mois de novembre. Elle pourra être convoquée de la même manière, à toute époque, à titre exceptionnel.

ART. 6. — L'indemnité prévue aux articles 2 et 3 sera supprimée pendant la durée de toute absence, sauf le cas de mission à l'intérieur de la zone française du Protectorat. Elle sera attribuée au fonctionnaire intérimaire.

ART. 7. — Sont abrogées, à partir du 1^{er} juillet 1939, toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté.

*Fait à Rabat, le 23 rejev 1358,
(8 septembre 1939).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 8 septembre 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 18 SEPTEMBRE 1939 (3 chaabane 1358)

modifiant l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) relatif à l'organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 (9 kaada 1338) portant création d'une direction de l'enseignement, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338) relatif à l'organisation du personnel de la direction générale de l'instruction publique, des beaux-arts et des antiquités, modifié par l'arrêté viziriel du 10 juillet 1925 (18 hija 1343) ;

Vu l'arrêté viziriel du 22 mars 1919 (19 joumada II 1337) relatif au classement des fonctionnaires de l'enseignement,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 45 de l'arrêté viziriel susvisé du 29 juillet 1920 (12 kaada 1338), tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 10 juillet 1925 (18 hija 1343), est complété ainsi qu'il suit :

« Pendant la durée de ce stage, ils ont droit au traitement et indemnités de la classe de surveillant général correspondant à leur classement dans leur cadre d'origine suivant les dispositions de l'arrêté viziriel du 11 mars 1919 (8 joumada II 1337). Ils bénéficient également des avantages de service attachés à la fonction qu'ils exercent.

« La titularisation de ces agents dans le grade de surveillant général, lorsqu'elle est prononcée, prend effet du jour de leur délégation comme stagiaires. »

*Fait à Rabat, le 3 chaabane 1358,
(18 septembre 1939).*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZÉ.*

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

DAHIR DU 2 SEPTEMBRE 1939 (17 rejev 1358) autorisant un échange immobilier (Mazagan).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et enfortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange de cinq parcelles de terrain domanial, figurées par une teinte rouge sur le plan annexé à l'original du présent dahir, à prélever sur les immeubles dits « Hamu n° 9 et 10 », objets des titres fonciers n° 731 CZ. et 801 CZ. (Mazagan), contre trois parcelles de terrain appartenant à la ville de Mazagan et figurées par une teinte bleue sur le même plan.

ART. 2. — Les actes d'échange devront se référer au présent dahir.

*Fait à Rabat, le 17 rejev 1358,
(2 septembre 1939).*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 2 septembre 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

DAHIR DU 15 SEPTEMBRE 1939 (30 rejev 1358) autorisant la vente de parcelles de terrain domanial (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et enfortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue du rajustement des lots n° 9, 10, 11, 13, 14, 15 et 36 du lotissement vivrier de Sidi-Brahim (Fès), la vente des parcelles de terrain désignées au tableau ci-dessous :

NUMÉRO du sommier DE CONSISTANCE	NOM DE L'ATTRIBUTAIRE	DÉSIGNATION DU LOT RAJUSTÉ	PARCELLES CÉDÉES	SURFACE APPROXIMATIVE	PRIX DE VENTE
631 FR.	MM. Aubert Louis	Sidi Brahim n° 9	Sidi Brahim n° 9 bis	1.178 mq.	2.356 fr.
631 FR.	Dimier-Vallet Jean	id. n° 10	id. n° 10 bis	1.607	3.214
631 FR.	Lamotte Louis	id. n° 11	id. n° 11 bis	1.070	2.140
631 FR.	Amram Elie	id. n° 13	id. n° 13 bis	741	1.482
631 FR.	Garcia Vincent	id. n° 14	id. n° 14 bis	821	1.642
631 FR.	Bouchon Marcel	id. n° 15	id. n° 15 bis	792	1.584
631 FR.	Dumas Raoul	id. n° 36	id. n° 36 bis	403	806

ART. 2. — Les parcelles cédées seront incorporées aux lots primitifs dont elles suivront le sort, et les cessionnaires seront soumis, en ce qui les concerne, aux clauses et conditions générales du cahier des charges réglementant la vente des lots du lotissement vivrier de Sidi-Brahim.

ART. 3. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 30 rejeb 1358,
(15 septembre 1939).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 15 septembre 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

DAHIR DU 18 SEPTEMBRE 1939 (3 chaabane 1358)
autorisant la vente de douze parcelles de terrain domanial
au profit d'un particulier (Fès).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M. Bouthors Louis de douze parcelles de terrain domanial inscrites au sommier de consistance des biens domaniaux de Fès sous les n° 577 et 579 à 589, d'une superficie globale et approximative de cinquante hectares quinze ares quarante centiares (50 ha. 15 a. 40 ca.), moyennant le prix de vingt-quatre mille cent quarante et un francs quatre-vingt-dix centimes (24.141 fr. 90).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat le 3 chaabane 1358
(18 septembre 1939)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

DAHIR DU 18 SEPTEMBRE 1939 (3 chaabane 1358)
autorisant la vente d'une parcelle de terrain domanial (Taza).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la vente à M^{sr} Vielle, vicaire apostolique de Rabat, ès qualité, d'une parcelle de terrain domanial d'une superficie approximative de trois mille sept cent onze mètres carrés (3.711 mq.), sise à Taza, dépendant de l'immeuble dit « Bled Kemine », inscrit sous le n° 27 T.R. au sommier de consistance des biens domaniaux de Taza, au prix de sept mille quatre cent vingt-deux francs (7.422 fr.).

ART. 2. — L'acte de vente devra se référer au présent dahir.

Fait à Rabat le 3 chaabane 1358
(18 septembre 1939)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 18 SEPTEMBRE 1939

(3 chaabane 1358)

portant résiliation de la vente d'un lot de colonisation.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 17 avril 1929 (7 kaada 1347) autorisant la vente de lots de colonisation et, notamment, le lot Attner n° 2 (région de Fès) ;

Vu l'acte constatant la vente sous condition résolutoire du lot précité ;

Vu le dahir du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351) relatif à l'aliénation des lots de colonisation à la suite d'un arrêté de déchéance ou à la requête des créanciers inscrits et au rachat de ces lots par l'État, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu les requêtes de la Caisse de prêts immobiliers du Maroc, créancier hypothécaire inscrit ;

Sur la proposition du directeur général des finances, après avis du directeur des affaires économiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est résiliée la vente du lot de colonisation Attner n° 2 (Fès), attribué à M. Jean Plichon.

ART. 2. — Ce lot sera vendu par voie d'adjudication aux enchères publiques dans les conditions prévues par le dahir susvisé du 18 mai 1932 (12 moharrem 1351).

ART. 3. — Le chef du bureau des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Fait à Rabat le 3 chaabane 1358
(18 septembre 1939)*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 18 SEPTEMBRE 1939

(3 chaabane 1358)

autorisant l'acceptation de la donation de deux parcelles de terrain (région de Marrakech), et classant lesdites parcelles au domaine public.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 1^{er} juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 9 juin 1917 (18 chaabane 1335) portant règlement sur la comptabilité publique, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Sur la proposition du directeur général des travaux publics, après avis du directeur général des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée, en vue de la construction du chemin de raccordement des chemins existant au nord du lotissement vivrier de Zedaghia, l'acceptation :

1° De la donation consentie par M. Mazelier d'une parcelle de terrain d'une superficie de trente-quatre ares cinquante centiares (34 a. 50 a.) ;

2° De la donation consentie par M^{me} veuve Stirnemann d'une parcelle de terrain d'une superficie de six ares (6 a.).

ART. 2. — Lesdites parcelles, figurées par des teintes jaune et verte sur le plan annexé à l'original du présent arrêté, seront incorporées au domaine public comme emprise du chemin de desserte du lotissement vivrier de Zedaghia.

ART. 3. — Le directeur général des travaux publics est chargé de l'application du présent arrêté.

*Fait à Rabat le 3 chaabane 1358
(18 septembre 1939)*

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.*

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 18 SEPTEMBRE 1939

(3 chaabane 1358)

portant déclassement d'une parcelle de terrain du domaine public de la ville de Mogador, et autorisant la vente de gré à gré de cette parcelle à l'administration des Habous.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 (15 jomada II 1335) sur l'organisation municipale, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 (17 safar 1346) sur le domaine municipal, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 (1^{er} jomada I 1340) déterminant le mode de gestion du domaine municipal, modifié par l'arrêté viziriel du 2 février 1931 (13 ramadan 1349) ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Mogador, dans sa séance du 16 février 1939 ;

Sur la proposition du directeur des affaires politiques, après avis des directeurs généraux des finances et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est déclassée du domaine public de la ville de Mogador une parcelle de terrain d'une superficie de onze mètres carrés quarante-trois décimètres carrés (11 mq. 43) à distraire de l'impasse de la rue Notre-Dame-de-Lorette, telle que cette parcelle est figurée par un teinte rose sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Est autorisée la vente de gré à gré de ladite parcelle par la ville de Mogador à l'administration des Habous, au prix global de trois cent quarante-deux francs quatre-vingt-dix centimes (342 fr. 90).

ART. 3. — Les autorités locales de la ville de Mogador sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rabat, le 3 chaabane 1358,
(18 septembre 1939).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 18 septembre 1939.

Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
J. MORIZE.

**ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES SERVICES ÉCONOMIQUES
relatif aux conditions d'écoulement des vins
de la récolte 1938.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES ÉCONOMIQUES,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 10 août 1937 relatif au statut de la viticulture et, notamment, son article 26, tel qu'il a été modifié par l'arrêté viziriel du 16 juillet 1938 ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 20 décembre 1937 relatif à l'application de l'arrêté viziriel précité, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Après avis du sous-comité de la viticulture,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les producteurs sont autorisés à sortir de leurs chais, en vue d'être livrés à la consommation locale, à compter du 2 octobre 1939, une septième tranche de vins libres de la récolte 1938, égale au 1/10^e du stock de vin de cette catégorie.

ART. 2. — Tout producteur de vin dont la septième tranche définie à l'article premier ci-dessus est inférieure à 200 hectolitres, est autorisé à sortir de ses chais propres, et au litre de cette septième tranche, une quantité de vin libre provenant de sa récolte 1938, pouvant aller jusqu'à 200 hectolitres.

ART. 3. — Le chef du bureau des vins et des alcools est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 29 septembre 1939

BILLET.

**ARRÊTÉ DU VIZIR DE LA JUSTICE
instituant un concours pour six emplois
dans les juridictions du Chraâ.**

LE VIZIR DE LA JUSTICE,

Vu l'article 2 de l'arrêté viziriel du 30 mai 1939 (10 rebia II 1358) modifiant l'arrêté viziriel du 23 juin 1938 (24 rebia II 1357) fixant les règles du concours d'aptitude à l'emploi de cadi,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Six emplois sont mis au concours dont quatre sont réservés aux titulaires du diplôme d'études supérieures de la section religieuse et juridique de Karaouiyne. Les deux autres places sont réservées aux autres candidats.

ART. 2. — Le concours aura lieu au Dar-el-Makhzen (beniqua du vizir de la justice), le lundi 11 décembre 1939, et les jours suivants.

ART. 3. — Les dossiers de candidature devront être constitués conformément aux dispositions de l'arrêté viziriel du 30 mai 1939 (10 rebia II 1358) et au rectificatif publié au *Bulletin officiel* n° 1401, du 1^{er} septembre 1939, éditions française et arabe, relatif à l'article 4, paragraphe 4, de l'arrêté précité.

ART. 4. — Les listes d'inscription ouvertes au vizirat de la justice, à la direction des affaires chérifiennes seront closes le lundi 30 octobre 1939.

Rabat, le 28 août 1939

MOHAMED RONDA.

SÉQUESTRES DE GUERRE AU MAROC

Exécution de l'article 6 du dahir du 13 septembre 1939.

MISE SOUS SÉQUESTRE EFFECTIF DE LA FIRME ALLEMANDE « RENSCHAUSEN ET C^{ie} ».

DATE DE L'ARRÊTÉ RÉGIONAL DE MISE SOUS SÉQUESTRE	PROPRIÉTAIRE DES BIENS, DROITS ET INTÉRÊTS	NATURE ET SITUATION DES BIENS	NOM ET ADRESSE DE L'ADMINISTRATEUR-SÉQUESTRE
Région de Casablanca Arrêté n° 1, du 23 septembre 1939.	Firme « Renschausen et C ^{ie} », dans la région de Casablanca.	Tous biens, droits et intérêts de la firme « Renschausen et C ^{ie} » dans la région de Casablanca, en quelques mains et lieux qu'ils se trouvent, notamment rues Oudjari et Prom, à Casablanca.	M. Chatelet, receveur de l'enregistrement, palais de justice, Casablanca, tél. 08-38.
Région de Rabat Arrêté du 22 septembre 1939.	Firme « Renschausen et C ^{ie} », dans la région de Rabat.	Tous biens, droits et intérêts de la firme « Renschausen et C ^{ie} » dans la région de Casablanca, en quelques mains et lieux qu'ils se trouvent, notamment rue de la Mamounia, à Rabat.	M. Hassaine, directeur de la Caisse d'épargne et de crédit agricole indigènes de Rabat, 2, rue Hugo-d'Herleville, Rabat, tél. 21-37.

**ERRATUM au « Bulletin officiel » n° 1402 bis,
du 10 septembre 1939, pages 1413 et 1420.**

Arrêté résidentiel du 10 septembre fixant les conditions d'application du dahir du même jour prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

Page 1413, titre troisième, article 18, dernier alinéa.

Au lieu de :

« L'or, à usage industriel, en fils, feuilles, poudre, ainsi que les déchets et objets d'or » ;

Lire :

« L'or à usage industriel ou autre, ainsi que les déchets et objets d'or ».

* * *

Arrêté du directeur général des finances du 10 septembre 1939 relatif aux intermédiaires.

Page 1420, titre premier, article 3, 1°.

Au lieu de :

« Pour toute opération, la déclaration de l'identité, de la nationalité, de la résidence habituelle et de l'adresse habituelle du donneur d'ordre » ;

Lire :

« Pour toute opération autre que la cession à l'Office marocain des changes de billets de banque étrangers, la déclaration de l'identité, de la nationalité, de la résidence habituelle et de l'adresse actuelle du donneur d'ordre ».

**ERRATUM au « Bulletin officiel » n° 1402 ter, page 1431,
1^{re} colonne, art. 7, 2^e alinéa.**

Arrêté viziriel du 13 septembre 1939 (28 rejeb 1358) pour l'application du dahir du 13 septembre 1939 (28 rejeb 1358) relatif aux interdictions et restrictions de rapports avec les ennemis.

Au lieu de :

« Sera également considérée comme commerce avec l'ennemi toute opération consistant à importer en France.... » ;

Lire :

« Sera également considérée comme commerce avec l'ennemi toute opération consistant à importer dans la zone française de l'Empire chérifien.... ».

**PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS
PUBLIQUES DU PROTECTORAT**

**MOUVEMENTS DE PERSONNEL
DANS LES ADMINISTRATIONS DU PROTECTORAT.**

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT

Par arrêté du délégué à la Résidence générale, secrétaire général du Protectorat, en date du 28 juin 1939, M. BARJAU Jean, commis principal hors classe au cabinet militaire, est nommé chiffreur de 3^e classe, à compter du 1^{er} juillet 1939.

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Par arrêté du chef du service de l'enregistrement et du timbre, en date du 13 septembre 1939, sont promus, à compter du 1^{er} septembre 1939 :

Inspecteur spécial hors classe

M. MERCIER Henry-Émile, inspecteur spécial de 1^{re} classe (2^e échelon).

Commis d'interprétariat de 2^e classe

Si Omar el Fassi, commis d'interprétariat de 3^e classe.

Par arrêté du chef du bureau des domaines, en date du 19 septembre 1939, M. LE FEBVRE DE NAILLY Jean, commis principal de 2^e classe des domaines, est promu commis principal de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} septembre 1939.

Par arrêté du chef du bureau des domaines, en date du 18 septembre 1939, M. DE QUELEN Hervé, surnuméraire des domaines, est nommé contrôleur des domaines de 3^e classe, à compter du 1^{er} septembre 1939.

* * *

DIRECTION GÉNÉRALE DES TRAVAUX PUBLICS

Par arrêté du directeur général des travaux publics, en date du 9 août 1939, est promu, à compter du 1^{er} juillet 1939 :

Lieutenant de port de 2^e classe

M. GLAZIOU Isidore, sous-lieutenant de port de classe exceptionnelle.

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

Par arrêté du ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, en date du 13 septembre 1939, M. TALEB MOHAMED, élève-interprète de l'Institut des hautes études marocaines, admis à l'examen d'aptitude à l'interprétariat, est nommé interprète stagiaire à la direction des affaires politiques et maintenu à l'annexe des Oulad Saïd.

* * *

DIRECTION DES EAUX ET FORÊTS

Par arrêtés du directeur des eaux et forêts, en date du 27 juillet 1939, sont promus :

(à compter du 1^{er} septembre 1939)

Garde des eaux et forêts de 1^{re} classe

M. JEANNY Jean, garde de 2^e classe.

Garde des eaux et forêts de 2^e classe

M. LÉANDRI Philippe, garde de 3^e classe.

* * *

DIRECTION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Par arrêté du directeur de la sécurité publique, en date des 3 juillet, 11 et 17 août 1939, sont titularisés et nommés à la 5^e classe de leur grade :

(à compter du 1^{er} juin 1939)

M. DICQUEMAIRE Yves-Paul-Louis, secrétaire adjoint stagiaire.

(à compter du 1^{er} juillet 1939)

MM. CAPARROS Raymond, TAUTIL Georges-Jean et KOTIEN Serge, secrétaires adjoints stagiaires.

Par arrêtés du directeur de la sécurité publique, en date des 11 et 17 août 1939, sont titularisés et nommés à la 4^e classe de leur grade, à compter du 1^{er} juillet 1939 :

MM. BERGOUNIUX Lucien-Charles, BEN SLIMANE MOHAMED, BEAUTÉ Georges-Henri, BURISCH Frédéric-Armand, BLANC Paul, BONIFACE Clément, CERVEAU Marc, DUPOISOT Joseph, DEDEBAT Charles, DUCASSOU Albert, DARDINIER Fernand, DUCASSE Jean, FOURNIER Ernest-Albert, GUINOT Claude-Émile, GRELET Maurice, PASTOR Antoine, PUJOL Albert, PINTOS Charles, PARENT Roger, SERRA Michel, SUCH François, VAYSSETTES Émile-Edouard, LARRIEU Donatien, LACHAUD Eugène, LEROY Marcel, MERLIN Jacques, MILLIARD Charles, WITTERS André, gardiens de la paix stagiaires.

RAPPEL DE SERVICES MILITAIRES

Par arrêtés du directeur de la sécurité publique, en date des 3 juillet, 11 et 17 août 1939, et en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril, 8 mars et 18 avril 1928, sont réalisées les révisions des situations administratives suivantes :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE	BONIFICATION	MAJORATION
Dicquemare Yves-Paul-Louis ..	Secrétaire adjoint de 5 ^e classe	1 ^{er} décembre 1937	18 mois	
Caparros Raymond	id.	21 janvier 1938	17 mois 10 jours.	
Tautil Georges-Jean	id.	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Kothen Serge	id.	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	

Par arrêté du directeur de la sécurité publique en date des 11 et 17 août 1939 et en application des dahirs des 27 décembre 1924, 8 mars et 7 avril, 8 mars et 18 avril 1928, sont réalisées les révisions des situations administratives suivantes :

NOMS ET PRÉNOMS	GRADE ET CLASSE	DATE DE DÉPART DE L'ANCIENNETÉ DANS LA CLASSE	BONIFICATION	MAJORATION
Bergougnieux Lucien-Charles ..	Gardien de la paix de 4 ^e classe	7 mai 1937	25 mois 24 jours	
Ben Slimane Mohamed	id.	1 ^{er} juillet 1936	36 mois	
Beauté Georges-Henri	Gardien de la paix de 1 ^{re} classe	3 décembre 1936	85 mois 3 jours	26 mois 25 jours
Burisch Frédéric-Armand	Gardien de la paix de 4 ^e classe	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Blanc Paul	id.	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Boniface Clément	id.	15 février 1938	16 mois 16 jours	
Cerveau Marc	id.	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Dupoisot Joseph	id.	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	
Dedebat Charles	id.	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Duçassou Albert	id.	5 juillet 1938	11 mois 26 jours	
Dardinier Fernand	id.	14 janvier 1938	17 mois 17 jours	
Ducasse Jean	id.	28 janvier 1938	17 mois 5 jours	
Fournier Ernest-Albert	id.	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Guinot Claude-Emile	id.	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Grelet Maurice	id.	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Pastor Antoine	id.	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	
Pujol Albert	id.	8 juillet 1938	11 mois 23 jours	
Pintos Charles	id.	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Parent Roger	id.	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	
Serra Michel	Gardien de la paix de 2 ^e classe	2 mai 1936	70 mois 26 jours	21 mois 3 jours
Such François	Gardien de la paix de 4 ^e classe	1 ^{er} juillet 1938	12 mois	
Vayssettes Emile-Edouard	id.	7 août 1938	10 mois 24 jours	
Larricou Donatien	id.	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	
Lachaud Eugène	Gardien de la paix de 1 ^{re} classe	22 juin 1937	75 mois 11 jours	29 mois 28 jours
Leroy Marcel	Gardien de la paix de 4 ^e classe	1 ^{er} janvier 1938	18 mois	
Merlin Jacques	id.	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Milliard Charles	id.	1 ^{er} juillet 1937	24 mois	
Witters André	id.	10 janvier 1938	17 mois 21 jours	

RELEVÉ

des produits originaires et provenant de la zone française de l'Empire chérifien expédiés en franchise en France et en Algérie dans les conditions fixées par les articles 305 et 307 du code des douanes du 26 décembre 1934 et en application du décret du 27 mai 1939 pendant la 1^{re} décade du mois de septembre 1939.

PRODUITS	UNITÉS	CREDIT du 1 ^{er} juin 1939 au 31 mai 1942	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			1 ^{re} décade du mois de septembre 1939	Antérieurs	Totaux
<i>Animaux vivants :</i>					
Chevaux	Têtes	800	"	1	1
Chevaux destinés à la boucherie	"	8.000	"	979	979
Mulets et mules	"	400	"	203	203
Hautelets étalons	"	300	"	"	"
Bœufs de l'espèce bovine	"	(1) 30.000	345	8.319	8.664
Bœufs de l'espèce ovine	"	250.000	143	91.319	91.462
Bœufs de l'espèce caprine	"	5.000	149	4.257	4.406
Bœufs de l'espèce porcine	Quintaux	(2) 33.000	"	1.287	1.287
Volailles vivantes	"	1.250	4	219	223
<i>Produits et dépouilles d'animaux :</i>					
<i>Viandes fraîches, viandes réfrigérées et viandes congelées</i>					
A. — De porc	"	4.000	"	"	"
B. — De mouton	"	(3) 35.000	"	11.163	11.163
C. — De bœuf	"	4.000	"	260	260
D. — De cheval	"	2.000	"	"	"
E. — De caprin	"	250	"	"	"
Viandes salées ou en saumure, à l'état cru, non préparées	"	2.800	11	406	417
Viandes préparées de porc	"	800	"	17	17
Charcuterie fabriquée, non compris les pâtés de foie	"	2.000	5	503	308
Museau de bœuf découpé, cuit ou cuit, en barillet ou en terrines	"	50	"	"	"
Volailles mortes, pigeons compris	"	800	"	64	64
Conserves de viandes	"	2.000	1	42	43
Boyaux	"	2.500	20	327	347
Laines en masse, carbonisées et déchets de laine carbonisés	"	1.500	"	223	223
Laines en masse, teintes, laines peignées et laines cardées	"	50	"	"	"
Crins préparés ou triés	"	500	"	1	1
Poils peignés ou cardés et poils en bottes	"	500	"	"	"
<i>Grasses animales, autres que de poisson :</i>					
A. — Suifs	"	1.000	"	211	211
B. — Saïndoux	"	"	"	"	"
C. — Huiles de saïndoux	"	"	"	"	"
Cire	"	3.000	16	487	503
Œufs de volailles, d'oiseaux et de gibier frais	"	75.000	856	7.424	8.280
Œufs de volailles, d'oiseaux et de gibier séchés ou congelés	"	20.000	"	1.981	1.981
Miel naturel pur	"	1.500	2	3	5
Engrais azotés organiques élaborés	"	3.000	"	940	940
<i>Pêches :</i>					
Poissons d'eau douce, frais, de mer, frais ou conservés à l'état frais par un procédé frigorifique (à l'exception des sardines)	"	(4) 11.000	12	2.839	2.851
Sardines salées pressées	"	5.000	202	767	969
Poissons secs salés ou fumés ; autres poissons conservés au naturel, marinés ou autrement préparés ; autres produits de pêche	"	53.500	360	11.979	12.339
<i>Matières dures à tailler :</i>					
Cornes de bétail préparées ou débitées en feuilles	"	2.000	"	"	"
<i>Farineux alimentaires :</i>					
Riz tendre en grains	"	1.650.000	"	96.519	96.519
Blé dur en grains	"	200.000	"	"	"
Farines de blé dur et semoules (en gruau) de blé dur	"	60.000	"	"	"
Avoine en grains	"	250.000	474	60.910	61.384
Orge en grains	"	2.300.000	11.000	278.230	289.230
Orge pour brasserie	"	200.000	"	"	"
Seigle en grains	"	5.000	"	"	"
Maïs en grains	"	900.000	3.500	37.653	41.153
<i>Légumes secs en grains et leurs farines :</i>					
Fèves et féverolles	"	300.000	3.105	87.382	90.487
Haricots	"	1.000	9	210	219
Lentilles	"	(5) 40.000	744	21.611	22.355
<i>Pois ronds :</i>					
De semence	"	100.000	373	16.825	17.198
A casser	"	22.500	"	682	682
Décortiqués, brisés ou cassés	"	12.500	244	3.639	3.883
Autres	"	5.000	"	"	"
Sorgho ou dari en grains	"	30.000	"	"	"
Millet en grains	"	30.000	198	5.645	5.843
Alpiste en grains	"	50.000	"	16.638	16.638
Pommes de terre à l'état frais importées du 1 ^{er} mars au 31 mai inclusivement	"	60.000	"	"	"

(1) Dont 22.000 têtes au moins à destination de l'Algérie. — (2) Dont 9.500 quintaux au moins de porcs d'élevage. — (3) Dont 15.000 quintaux au moins de viande congelée. — (4) Dont 6.000 quintaux à destination de l'Algérie. — (5) A l'exclusion des lentilles vertes.

PRODUITS	UNITÉS	CREDIT du 1 ^{er} juin 1939 au 31 mai 1940	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			1 ^{re} décade du mois de septembre 1939	Antérieurs	Totaux
<i>Fruits et grains :</i>					
Fruits de table ou autres, frais non forcés :					
Amandes	Quintaux	1.000.	"	11	11
Bananes	"	150	"	"	"
Carrobes, caroubes ou carouges, entières, concassées, en grumeaux ou en farines	"	(1) 10.000	"	"	"
Citrons	"	25.000	"	7	7
Oranges douces et amères	"	(2,3) 225.000	"	24	24
Mandarines et satsumas	"	30.000	"	"	"
Clémentines, pamplemousses, pomelos, cédrats et autres variétés non dénommées	"	30.000	"	"	"
Figues	"	100	"	"	"
Pêches, prunes, brugnons et abricots	"	700	"	700	700
Raisins de table ordinaires	"	1.000	"	27	27
Raisins muscats à importer avant le 15 septembre 1939	"	1.000	42	16	58
Dattes propres à la consommation	"	1.000	"	"	"
Non dénommés ci-dessus y compris les figues de cactus, les prunelles et les bales de myrtille et d'airelle, à l'exclusion des raisins de vendange et moëls de vendange	"	1.200	"	971	971
Fruits de table ou autres secs ou tapés :					
Amandes et noisettes en coques	"	2.000	"	9	9
Amandes et noisettes sans coques	"	15.000	10	205	305
Figues propres à la consommation	"	300	"	"	"
Noix en coques	"	750	"	"	"
Noix sans coques	"	100	"	"	"
Prunes, pruneaux, pêches et abricots	"	1.000	"	"	"
Fruits de table ou autres, confits ou conservés :					
A. — Cuites de fruits, pulpes de fruits, raisiné et produits analogues sans sucre cristallisable ou non, ni miel	"	10.000	112	2.736	2.848
B. — Autres	"	(4) 10.000	"	1.435	1.435
Anis vert	"	10	"	"	"
Graines et fruits oléagineux :					
Lin	"	300.000	100	68.661	68.761
Ricin	"	30.000	"	275	275
Sésame	"	5.000	"	"	"
Olives	"	7.000	"	"	"
Non dénommés ci-dessus	"	10.000	"	610	610
Graines à ensemençer autres que de fleurs, de luzerne, de minette, de ray-gras, de trèfles et de betteraves, y compris le fenugrec	"	20.000	123	2.627	2.750
<i>Denrées coloniales de consommation :</i>					
Confiserie au sucre	"	200	"	"	"
Confitures, gelées, marmelades et produits analogues contenant du sucre (cristallisable ou non) ou du miel	"	500	"	170	170
Piment	"	300	"	271	271
<i>Huiles et sucs végétaux :</i>					
Huiles fixes pures :					
D'olives	"	40.000	"	505	505
De ricin	"	1.000	"	"	"
D'argan	"	1.000	"	"	"
Huiles volatiles ou essences :					
A. — De fleurs	"	250	"	10	10
B. — Autres	"	350	1	7	8
Gomme arabique	"	200	"	10	10
Goudron végétal	"	100	"	1	1
<i>Espèces médicinales :</i>					
Herbes, fleurs et feuilles ; fleurs de roses de Provins, menthe mondée, menthe bouquet	"	200	"	39	39
Feuilles, fleurs, tiges et racines de pyrèthre en poudre ou autrement	"	1.500	"	66	66
<i>Bois :</i>					
Bois communs, ronds, bruts, non équarris	"	2.000	"	230	230
Bois communs équarris	"	1.000	"	"	"
Perches, étaçons et échelas bruts de plus de 1 m. 10 de longueur et de circonférence atteignant au maximum 60 centimètres au gros bout	"	1.500	"	"	"
Liège brut, rapé ou en planches :					
Liège de reproduction	"	57.000	"	3.508	3.508
Liège mâlé et déchets	"	40.000	"	7.134	7.134
Charbon de bois et de chèneviettes	"	2.500	"	2.059	2.059
<i>Filaments, tiges et fruits à ouvrir :</i>					
Coton égrené en masse, lavé, dégraissé, épuré, blanchi ou teint	"	5.000	"	"	"
Coton cardé en feuilles	"	1.000	"	"	"
Déchets de coton	"	1.000	"	"	"
<i>Teintures et tanins</i>					
Ecorces à tan mouluës et écorces de mimosa mouluës ou non	"	25.000	"	5	5
Fouilles de henné	"	50	"	"	"
<i>Produits et déchets divers</i>					
Légumes frais :					
Tomates	"	154.250	"	71.039	71.039
Haricots verts	"	14.500	"	120	120

(1) Au moins à destination de l'Algérie. — (2) 15.000 quintaux au maximum à destination de l'Algérie, dont 10.000 ne pourront être expédiés qu'après le 1^{er} avril 1940. — (3) Dont 20.000 quintaux destinés à des usages industriels. — (4) Dont 3.000 quintaux réservés aux olives conservées.

PRODUITS	UNITÉS	CRÉDIT du 1 ^{er} juin 1939 au 31 mai 1940	QUANTITÉS IMPUTÉES SUR LES CRÉDITS EN COURS		
			Tre décade du mois de septembre 1939	Antérieurs	Totaux
Oignons dont la tige a été desséchée pour en permettre la conservation	Quintaux	10.000	"	1.286	1.286
Melons	"	2.500	"	994	994
Aux dont la tige a été desséchée pour en permettre la conservation	"	500	"	5	5
Poivrons	"	4.000	"	1.314	1.314
Fonds d'artichauts et piments destinés à des usages industriels	"	(1) 1.000	"	"	"
Haricots frais à écosser, courgettes, aubergines	"	7.500	"	834	834
Autres légumes	"	36.250	"	1.572	1.572
Légumes salés au confits, légumes conservés en boîtes ou en récipients hermétiquement clos ou en fûts	"	15.000	"	8.245	8.245
Jus de tomates	"	1.000	"	"	"
Légumes desséchés (noras)	"	17.000	12	3.515	3.527
Paille de millet à balais	"	15.000	"	"	"
<i>Pierres et terres :</i>					
Pierres meulières lavées, destinées aux moulins indigènes	"	50.000	"	"	"
Pavés en pierres naturelles	"	100.000	"	"	"
Houille, anthracite	Tonnes	150.000	80	14.511	14.591
Huiles de pétrole	Id.	10.000	"	975	975
<i>Métaux :</i>					
Chutes, ferrailles et débris de vieux ouvrages de fonte, de fer ou d'acier ne pouvant être utilisés que pour la refonte	Quintaux	52.000	"	"	"
Plomb : minerais, mattes et scories de toutes sortes, contenant plus de 30 % de métal, limailles et débris de vieux ouvrages	"	450.000	3.766	95.243	99.009
<i>Poteries, verres et cristaux :</i>					
Autres poteries en terre commune, vernissées, émaillées ou non	"	1.200	"	165	165
Perles en verre et autres, vitrifications, en grains, percées ou non, etc. Flours et ornements en perles, etc. etc.	"	50	"	"	"
<i>Tissus :</i>					
Etoffes de laine pure pour ameublement	"	150	"	1	1
Tissus de laine pure pour habillement, draperie et autres	"	300	"	1	1
Tapis revêtus par l'Etat chérifien d'une estampille garantissant qu'ils n'ont été tissés qu'avec des laines soumises à des colorants de grand teint	Mètres carrés	50.000	201	5.663	5.864
Couvertures de laine tissées	Quintaux	150	"	11	11
Tissus de laine mélangée	"	400	"	83	83
Vêtements, pièces de lingerie et autres accessoires du vêtement en tissu ou broderie confectionnés en tout ou partie	"	1.000	3	65	68
<i>Peaux et pelleteries ouvrées :</i>					
Peaux seulement tannées à l'aide d'un tannage végétal, de chèvres, de chevreaux ou d'agneaux	"	700	"	30	30
Peaux chamossées ou parcheminées, teintes ou non ; peaux préparées corroyées dite " filail "	"	500	"	13	13
Tiges de boîtes, de bottines, de souliers découverts, de souliers montants jusqu'à la cheville	"	10	"	"	"
Boîtes	"	10	"	"	"
Babouches	"	(2) 3.500	"	22	22
Maroquinerie	"	1.100	1	201	202
Couvertures d'albums pour collections	"	"	"	"	"
Valises, sacs à mains, sacs de voyage, étuis	"	400	1	107	108
Ceintures en cuir ouvré	"	"	"	"	"
Autres objets en peau, en cuir naturel ou artificiel non dénommés	"	"	"	"	"
Pelleteries préparées ou en morceaux cousus	"	20	"	"	"
<i>Ouvrages en métaux :</i>					
Orfèvrerie et bijouterie d'or et d'argent	Kilos	1.000	"	8 kg. 961	8 kg. 961
Ouvrages dorés ou argentés par divers procédés	"	3.000	"	134 kg.	134 kg.
Tous articles en fer ou en acier non dénommés	Quintaux	150	"	2	2
Objets d'art ou d'ornement en cuivre ou en bronze	"	1.000	1	80	81
Articles de lampisterie ou de ferblanterie	"	100	"	2	2
Autres objets non dénommés, en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	"	300	"	3	3
<i>Meubles :</i>					
Meubles autres qu'en bois courbé : sièges	"	400	2	63	65
Meubles autres qu'en bois courbé, autres que sièges, pièces et parties isolées	"	20	"	"	"
Cadres en bois de toutes dimensions	"	"	"	"	"
<i>Ouvrages de sparterie et de vannerie :</i>					
Tapis et nattes d'alfa et de jonc	"	8.000	172	1.363	1.535
Vannerie en végétaux bruts, articles de vannerie grossiers en osier seulement pelé, vannerie en rubans de bois, vannerie fine d'osier, de paille ou d'autres fibres avec ou sans mélange de fils de divers textiles	"	550	"	41	41
Cordages de sparte, de tilleul et de jonc	"	200	"	12	12
<i>Ouvrages en matières diverses :</i>					
Liège mi-ouvré en petits cubes ou carrés décrotés ou non pour la fabrication de bouchons ordinaires, planches ou plaques préparées pour la fabrication de bouchons ordinaires	"	2.500	"	"	"
Liège ouvré : bouchons	"	500	"	160	160
Liège ouvré : flotteurs	"	500	"	80	80
Tabletterie d'ivoire, de nacre, d'écaille, d'ambre et d'ambroïde ; autres objets	"	50	"	"	"
Bolles en bois laqué, genre Chine ou Japon	"	100	"	"	"
Articles de bimbeloterie et leurs pièces détachées travaillées	"	50	"	4	4

(1) A destination de l'Algérie. — (2) Dont 100 quintaux au maximum à destination de l'Algérie

CHEMINS DE FER

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES HEBDOMADAIRES

Année 1939

RESEAUX	RECETTES DE LA SEMAINE						DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE				RECETTES À PARTIR DU 1 ^{er} JANVIER				DIFFÉRENCES EN FAVEUR DE			
	1939			1938			1939		1938		1939		1938		1939		1938	
	Kilomètres exploités	Recettes brutes	Par kilomètre	Kilomètres exploités	Recettes brutes	Par kilomètre	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Recettes brutes	Par kilomètre	Recettes brutes	Par kilomètre	Sur recettes brutes	Proportion p. %	Sur recettes brutes	Proportion p. %
RECETTES DU 23 AU 29 JUILLET 1939 (30^e Semaine)																		
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc.....	579	2 360 700	4 077	579	1.180.900	2 055	1.170.800			54.657.200	94.399	44.633.000	77.086	10 024 200	22			
Ligne n° 6.....	354	404.080	1.141	354	332.170	938	71.910	22		11.066.690	31.262	7.830.150	22 119	3 236.510	41			
Ligne n° 8.....	142	114.920	809	142	102.230	719	12 690	12		5.099 820	35.914	4 071.640	28 673	1.028 180	25			
C ^{ie} des chemins de fer du Maroc oriental	305	85.510	280	305	58.440	191	27.070	46		2.690.470	8.821	1 954.940	6.410	735.530	37			
Tanger-Tés : Zone française.....	204	337.800	1 656	204	251.600	1.233	86 200	34		7.932.400	38 884	7.066 800	34 611	865 600	12			
Total pour la Zone française.....	1.584	3 303.010		1.584	1 934 940		1.368.670	70,7		81.446 580		65.556 530		15.890 050	24			
À ajouter :																		
Tanger-Tés : Zone espagnole.....	93	35.400	381	93	26.700	287	8.700	32		806.000	9 644	591.900	6.964	305.000	51			
Zone tangerinoise.....	18	12.100	672	18	8.700	483	3 400	39		285.700	15 872	186.800	10 978	98.900	53			
Total général.....	1.695	3.350.510		1.695	1.969.740		1.386.770	70		82.629.180		66 335.230		10 293.950	24,5			

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

Service du contrôle financier et de la comptabilité

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés :

LE 9 OCTOBRE 1939. — *Tertib et prestations 1939 des indigènes* : Demnat, Oultana ; Sidi-Bennour, Aounat ; Safi-ville, pachalik ; Khe-missèt, Aït Belkassem ; Seltat, Oulad Bouziri ; Aït Ourir, Mesfioua ; Boucheron, Ahlaf Mellila, Oulad Sebbah, Oulad Ali ; poste des Aït Abdallah, Idouska ou Fella ; poste de Tafraout, Amoueln, Douga-dir ; annexe des Zaïn, Aït Naï ; bureau de Tafraut, Oulad Kassem, Bou Bâne ; Souk-el-Arba des Aït Baha, Idouska N'Sila, Aït Baha, Aït Tidili, Aït Ouahid, Issendala, Mesdagoun, Mechguigha Idda ou Khir, Aït Moussa ou Bakko, Aït Ouassou I ; Outat-Oulad-el-Haj, Oulad el Haj, ksouriens du sud et nomades, Beni Hassane, Ahl Reggous et Feggous, Oulad Jerrar, Ahl Tsiouant ; Gzeunafa ; Irherm, Idda ou Kensous, Issafen, Indouzal ; cercle de Boudenib, ksours de l'oued Guir et de l'oued Anane ; Missour, chorfa de Ksabi ; bureau de Tiznit, Ouïjjane, pacha Ersmouka de Dir ; circonscription de Set-tat-banlieue, Oulad Sidi ben Daoud ; El-Hajeb, Beni M'Tir, caïd Had-dou Marmoucha ; Rehamna, Rehamna-sud ; Oulad-Saïd, Hedami ; Fès-banlieue, Homyane (R.S.).

Prestations 1939 des Européens : Oued-Zem, centre de Khourib-ga ; Chemaïa, centre de Louis-Gentil.

LE 16 OCTOBRE 1939. — *Patentes et taxe d'habitation 1939* : Aga-dir (médi-na) ; Casablanca-nord, 5^e arrondissement (articles 37.001 à 38.099) ; Casablanca-ouest, 5^e arrondissement (articles 87.501 à 88.181 et 97.501 à 98.232) ; Khouribga.

Taxe urbaine 1939 : Agadir (médi-na) ; Casablanca-ouest, Ain-Diab et 5^e arrondissement (articles 85.501 à 87.200).

Patentes 1939 : Fedala-banlieue ; Khenifra (2^e émission 1939) ; Kasba-Tadla, cercle de Ksiba, centre de Zaouïa-ech-Cheikh ; Mogador-banlieue ; Tamanar ; Safi (2^e émission 1939) ; Safi-banlieue ; Seltat-banlieue ; Beni-Mellal (2^e émission 1939) ; Kasba-Tadla (2^e émission 1939).

LE 23 OCTOBRE 1939. — *Taxe urbaine 1939* : Agadir-Talbordj ; Ca-sablanca-nord, centres de Bel-Air, d'Aïn-Sebba ; Casablanca-ouest, Beauséjour ; Casablanca-sud, l'Oasis ; Rabat-nord, douar Debbag.

Patentes 1939 : Casablanca-nord, contrôle civil de Casablanca-ban-lieue ; Kasba-Tadla, Ksiba ; affaires indigènes des Aït Issehak ; Khou-ribga, centres de Bou-Jniba et Sidi-bou-Lanouar ; Meknès-médi-na ; affaires indigènes d'Aïn Leuh ; Oued-Zem, Boujad (2^e émission 1939) ; centre de Dar-ould-Zidouh ; Safi, Souk Djemâa Sahim ; Salé, contrôle civil des Zemmour ; Seltat (2^e émission 1939) et centre d'El-Borouj.

Rabat, le 30 septembre 1939.

Le chef du service du contrôle financier
et de la comptabilité,
R. PICTON.

CABINET ELMANDJRA

6, Rue Chénier - CASABLANCA - Téléph. A 54-18

TOUTES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

DÉMÉNAGEMENTS POUR TOUT LE MAROC
PAR CAMIONS TRÈS RAPIDES.

L. COSSO-GENTIL

9, rue de Mazagan — RABAT

Téléphone : 25.11

TARIFS SPECIAUX pour MM. les Fonctionnaires
et Officiers

GARDE-MEUBLES PUBLIC

RABAT. — IMPRIMERIE OFFICIELLE.